

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 26 mai 2009

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 21

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT -- DHIOS - NICOLAY (arrivé au point 2 A) - Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - PATRICOLA - DILLER - CUSUMANO - ANDRE - FLORI (arrivée fin point 2 A)
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - OMINETTI - QUINIO – CORTINA - TISON (arrivé au cours point 2 A) - Conseillers.

Absents excusés : Mme ANTOINE → procuration à Mme GAUGIN
M. NICOLAY (jusqu'à son arrivée) → procuration à M. DHIOS

Absent : M. LORANG

Date d'envoi de la convocation : 20 mai 2009

Secrétaire de séance : Monsieur KAUFFER

Ordre du Jour

1. Approbation du compte rendu du 31 mars 2009
2. Etude diagnostic énergétique des bâtiments communaux.
 - a. Résultat de l'appel d'offres
 - b. Demande de subvention ADEME
 - c. Demande de subvention au Conseil Régional
3. Mise en place de la zone « 20 » - Décision à intervenir
4. Changement de fenêtres à l'école maternelle Arc en Ciel – Demande de subvention à la Région Lorraine
5. Contrat de maintenance du logiciel Microbib
6. Accueil périscolaire, CLSH, Animations estivales – Tarification modulée en fonction des ressources des familles – Décision applicable à partir de janvier 2010
7. Animations estivales
 - a. Tarifs 2009
 - b. Recrutement des animateurs occasionnels
8. Désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la Commune.
9. Location de terrains communaux
10. Achat de mobilier pour la Bibliothèque
 - a. Décision budgétaire modificative
 - b. Demande de subvention au Conseil Général
11. Evolution de la législation funéraire et réforme des vacations funéraires
12. Droit de préemption urbain
13. Jury Criminel – Tirage au sort
14. UEM/URM – Bilan annuel de concession du service public de l'électricité 2008
15. Divers

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MARS 2009

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu de la réunion du 31 mars 2009 est approuvé.

Adopté à l'unanimité.

2 A) ETUDE DIAGNOSTIC ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX – RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES

Rapporteur : Mme PALUCCI

Madame PALUCCI rappelle à l'Assemblée qu'il entrerait dans les intentions de la commune de faire établir un diagnostic énergétique des bâtiments communaux en vue d'effectuer des travaux de mises aux normes de ces derniers.

Elle précise que les organismes susceptibles de subventionner les futurs travaux demandent à ce que ceux-ci s'inscrivent dans une étude globale.

Un appel d'offres a donc été effectué. Les critères de sélection étaient de 60 % pour le prix, 20 % pour la technique et 20 % pour les délais. Il n'a finalement pas été tenu compte de ce dernier critère car la Commune tenait à faire faire une thermographie des bâtiments et que cela n'est possible qu'en automne, la différence entre le jour et la nuit devant être supérieure à 10°.

3 sociétés ont répondu.

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 30 avril dernier.

Nom	Montant HT	Montant TTC
INGEROP	8 800 €	10 524.80 €
EPURE	9 600 €	11 481.60 €
ALTERECO	10 994.75 €	13 149.72 €

Après étude de chaque dossier et en fonction des critères établis, la commission d'appel d'offres propose au conseil de retenir la société ALTERECO, mieux disante.

Mme PALUCCI apporte quelques précisions quant à ce choix :

1. La société INGEROP n'a proposé qu'une étude sommaire sans thermographie.
2. La société EPURE est plus spécialisée dans les travaux que dans les études et pourra être consultée ultérieurement lorsque l'on sera en phase travaux.
3. ALTERECO est la seule société à s'être déplacée et à avoir visité les bâtiments. Dans sa proposition une thermographie est prévue. Elle présentait l'étude la plus complète et avait le plus de références. Elle a été préférée par l'AGURAM consultée. Le coût plus élevé s'explique par la qualité de la prestation, les critères de sélection contenues dans l'appel d'offres ont désigné ALTERECO.

M. OMINETTI membre de la Commission d'Appel d'Offres déplore de ne pas avoir été convoqué.

M. NICOLAY précise qu'il a été convoqué comme les autres membres de la Commission par mail.

M. OMINETTI demande à ce que la Mairie annonce téléphoniquement l'envoi d'un mail.

M. NICOLAY précise que les membres du Conseil Municipal qui ont donné leur adresse mail, doivent, bien sûr, penser à ouvrir leur messagerie électronique.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **entérine** la proposition de la commission d'appel d'offres.
- **approuve** le projet présenté par la société ALTERECO.
- **décide** d'engager l'étude diagnostic.

Adopté à l'unanimité - 1 abstention - Mme FLORI (car arrivée après les débats).

2 B) ETUDE DIAGNOSTIC ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX – DEMANDE DE SUBVENTION A L'ADEME

Rapporteur : Mme PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune de faire réaliser une étude pour établir le diagnostic énergétique des bâtiments communaux. Cette étude sera confiée à la société ALTERECO de Longeville-les-Metz (Moselle) qui a été retenue après un appel d'offres.

Sa mission sera d'établir un état des lieux des bâtiments publics en matière d'énergie et de proposer à la commune des pistes d'améliorations et leurs évaluations en termes d'investissement, d'économie et d'impact environnemental.

Le montant de cette étude est de 10 994.75 € HT.

Mme PALUCCI précise qu'une demande d'aide sera également adressée à la région Lorraine.

La part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **sollicite** auprès de l'ADEME une aide la plus élevée possible pour ce projet.

Adopté à l'unanimité.

2 C) ETUDE DIAGNOSTIC ENERGETIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUX – DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL REGIONAL

Rapporteur : Mme PALUCCI

Il entre dans les intentions de la commune de faire réaliser une étude pour établir le diagnostic énergétique des bâtiments communaux. Cette étude sera confiée à la société ALTERECO de Longeville-les-Metz (Moselle) qui a été retenue après un appel d'offres.

Sa mission sera d'établir un état des lieux des bâtiments publics en matière d'énergie et de proposer à la commune des pistes d'améliorations et leurs évaluations en termes d'investissement, d'économie et d'impact environnemental.

Le montant de cette étude est de 10 994.72 € HT.

Mme PALUCCI précise qu'une demande d'aide a également été adressée à l'ADEME.

La part non subventionnée sera prise sur les fonds propres de la commune.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **sollicite** auprès du Conseil Régional une aide la plus élevée possible pour ce projet.

Adopté à l'unanimité.

3) MISE EN PLACE DE LA ZONE « 20 » - DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur PERRET

Monsieur PERRET rappelle à l'Assemblée qu'un des projets de la liste pendant la campagne électorale était de rendre certaines rues du village piétonnes. Or, après réflexion plus approfondie, ce projet n'est pas réalisable au vu de la configuration du village.

Toutefois, il propose au Conseil la mise en place de « zones de rencontre » à certains endroits de la Commune ce qui est rendu possible par le décret 2008-754 du 30 juillet 2008.

Ces zones pourront être envisagées dans les secteurs où il est impossible de s'affranchir totalement du trafic motorisé. Scy n'étant pas une commune touristique avec implantations de magasins souvenirs restaurants et autres, le tout piéton ne peut pas être mis en place. La Belgique et la Suisse ont déjà adopté le concept de ces zones de rencontre et ce avec succès.

Ces zones permettent au piéton de circuler sur **la bande de roulement** en étant prioritaire sur les autres usagers (cycles et véhicules) qui eux ne peuvent excéder la vitesse de 20 km/h. La vitesse sur notre commune étant limitée à 30 km/h cela n'impliquerait pas un gros effort de la part des automobilistes responsables.

La pluralité de ces zones ou l'étendue de ces dernières à une grande partie du village n'est pas adaptée aux termes du décret.

La nécessité de l'implantation d'une zone de rencontre doit être définie par la présence de personnes dans un temps donné à cet endroit et non pas tenir compte de pourcentages comme X véhicules pour X piétons et X cycles.

Il suggère pour l'ensemble de la commune trois zones de rencontre et pas plus et ce pour les raisons invoquées ci-dessous.

1) Du lavoir au dos d'âne de la rue de l'Esplanade .

Justifié par la sortie de l'église, la proximité de la salle des fêtes, de la mairie, du dépôt des élèves par le bus en période scolaire, l'arrêt bus, les manifestations aux monuments aux morts et le tourisme du Dimanche place de l'esplanade.

2) La place de l'Europe pour les motifs suivants.

Visite du musée et de la maison Robert Schuman avec dépôt des visiteurs sur cette place par les bus et CDE.

3) Scy bas, du rond point de la rue de la Cheneau au square Goupil,

Justifié par la salle des fêtes utilisée régulièrement par de nombreuses associations, la bibliothèque, le groupe scolaire et le futur parc de l'Archyre. Il pense que l'implantation de ces trois zones satisfera une grande majorité d'habitants et n'ouvrira pas la porte à une discorde entre le haut et le bas de la commune.

➤ Monsieur le Maire propose d'appliquer dans un premier temps cette réglementation à seulement 2 des 3 zones afin de l'expérimenter. (la 2^{ème} et la 3^{ème})

➤ Mme PALUCCI précise que les questions de stationnement et de circulation ont été évoquées au PADD et ont été le sujet de plusieurs interventions d'administrés sur le forum du site de la Commune. Le problème est donc bien présent et ces zones de rencontre sont un début sympathique pour afficher la volonté de la Commune à rendre le village aux piétons et à partager les voies de circulation. Elle est franchement favorable à la création des 3 zones d'implémentation.

➤ Monsieur BRABLE pense qu'il est nécessaire de trouver des solutions pérennes et que ces zones de rencontre en font partie.

➤ Monsieur TISON voit dans cette initiative une première étape qui permettra d'enclencher un projet d'étude globale sur les déplacements dans le village.

➤ Monsieur QUINIO souhaite que d'autres projets soient développés afin que SCY-CHAZELLES devienne un exemple.

➤ Monsieur NICOLAY précise qu'il est favorable aux zones de rencontre et fait juste une remarque générale : tout le village à l'exception de la Voie de la Liberté est en vitesse limitée à 30 km/h. Il demande aux membres du Conseil de montrer l'exemple et de respecter les limitations de vitesse.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

donne un avis favorable à la création des 3 zones de rencontre telles qu'énumérées ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

4) CHANGEMENT DE FENÊTRES A L'ECOLE MATERNELLE ARC EN CIEL – DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION LORRAINE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle à l'Assemblée que la commune a décidé de procéder au remplacement des fenêtres de l'école maternelle Arc En Ciel pendant les vacances d'été. Le coût des travaux est de 28 500 € HT.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **sollicite** l'octroi d'une subvention la plus élevée possible auprès du Conseil Régional.

Les dépenses non subventionnées seront prises sur les fonds propres de la commune.

Adopté à l'unanimité.

5) CONTRAT DE MAINTENANCE DU LOGICIEL MICROBIB

Rapporteur : Madame DILLER

Mme DILLER informe l'assemblée de la proposition de la société Microbib d'un nouveau contrat de maintenance du logiciel installé à la bibliothèque couvrant la période du 01/06/2009 au 01/06/2010.

Le montant de la redevance pour la durée du contrat est de 204 € HT contre 202 € l'an passé.

Elle invite le Conseil à délibérer sur cette proposition.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- décide de confier la maintenance du logiciel de la bibliothèque à la société Microbib pour la somme de 204 € HT pour une durée de 12 mois à compter du 01/06/2009.

Adopté à l'unanimité.

6) ACCUEIL PERISCOLAIRE – CLSH – ANIMATIONS ESTIVALES – TARIFICATION MODULEE EN FONCTION DES RESSOURCES DES FAMILLES - DECISION APPLICABLE A PARTIR DE JANVIER 2010

Ce point est reporté.

7 A) ANIMATIONS ESTIVALES 2009 – TARIFS

Rapporteur : Madame GAUGIN

Les animations estivales sont prévues cette année du 20 juillet au 14 août 2009.

De nombreuses activités seront organisées par nos animateurs ainsi que par des intervenants extérieurs, tels que les arts martiaux, du mini golf, du VTT, du kayak etc... Bien entendu, la piscine, la patinoire ou le cinéma seront toujours au programme.

Contrairement à l'an passé, la commune propose de ne plus facturer aux familles les sorties en supplément. Toutefois, les tarifs seront augmentés de 5 € par semaine sachant que les enfants bénéficieront tous au moins de deux activités payantes au choix dans la semaine.

Pour information, nous rappelons le coût réel de certaines activités :

1 ticket de bus : 0.53 € (gratuit pour les moins de 6 ans)
 1 entrée patinoire : 4.50 €
 1 entrée piscine : 1.35€
 1 entrée cinéma : 4.40€
 Kayak : 11.37€ par enfant
 Mini Golf : 4.70 € par enfant
 CPN Nature : 6.50€ par enfant dont une veillée
 Stage VTT (2.5 jours) : 25 € par enfant

Un camping sera également proposé du 3 au 7 août 2009 (5 jours et 4 nuits) au camping de la Mutche à Morhange pour les ados et pré-ados dans la limite des places disponibles. Les enfants pourront bénéficier des activités proposées sur place comme la piscine, le pédalo etc... Le tout compris bien évidemment dans le tarif de base soit 90€ pour les enfants scolarisés ou habitants à Scy-Chazelles et 135€ pour les enfants extérieurs à la commune.

Tarif par semaine et par enfants	Enfants de Scy-Chazelles (scolarisés ou habitant la commune)	Enfants extérieurs à la commune
Sans repas	42.50 € (8.50 €/j)	61.25 € (12.25 €/j)
Avec repas	72.50€ (14.50 €/j)	106 € (21.20 €/j)

Dans tous les cas, les inscriptions se feront à la semaine. Celle-ci sera facturée dans son intégralité (toute semaine commencée est due).

Toutefois, pour les petits, les inscriptions pourront se faire éventuellement tous les matins ou tous les après midis. Dans ce cas, le prix de la semaine indiqué ci-dessus sera divisé par 2.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

⇒ **donne** son accord sur les tarifs des animations estivales tels que proposés.

Adopté à l'unanimité.

7 B) ANIMATIONS ESTIVALES – RECRUTEMENT DES ANIMATEURS OCCASIONNELS

Rapporteur : Madame GAUGIN

Madame GAUGIN rappelle que l'an passé une délibération a été prise en ce sens mais que cela concernait uniquement l'année 2008. Elle rappelle que les animateurs sont recrutés sous contrat et qu'il avait été décidé de les rémunérer de la façon suivante :

Les horaires seront de 9h à 17h soit 8h/j et le vendredi de 9h à 20h (réunion de fin de semaine).

Animateur BAFA

50€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
 Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
 Indemnité pour la journée de préparation : 50 € brut
 Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Stagiaire BAFA

40€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
 Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
 Indemnité pour la journée de préparation : 40 € brut
 Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Sans diplôme

30€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
 Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
 Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
 Indemnité pour la journée de préparation : 30 € brut
 Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve les rémunérations telles que proposées

Adopté à l'unanimité.

8) DESIGNATION D'UN AVOCAT POUR DEFENDRE DES INTERETS DE LA COMMUNE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe l'Assemblée d'un nouveau recours déposé devant le tribunal Administratif en date du 02 mai 2009 par Madame LUTTER-SCHNEIDER qui demande que son terrain situé en zone non constructible et faisant partie du site classé du Mont Saint Quentin, à l'arrière de sa propriété classée, elle, en zone constructible, ait un classement identique.

Monsieur le Maire rappelle que Maître DOLLÉ est déjà chargé de défendre les affaires d'urbanisme de la commune et propose donc de lui confier cette dernière.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **confie** le dossier susvisé à Maître DOLLÉ.

Adopté à l'unanimité.

9) LOCATION DE TERRAINS COMMUNAUX

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'il avait été décidé de mettre en location les terrains communaux en friche susceptibles d'être cultivés par des particuliers au prix d'une location de 20 € l'are par an.

Il précise que certains ont fait l'objet d'une relocation car déjà cultivés mais que d'autres sont en friche et nécessitent un gros travail de remise en état avant de pouvoir les mettre en culture.

Aussi, afin de faciliter leur location, Monsieur le Maire propose de faire bénéficier les nouveaux locataires d'un an de loyer gratuit en échange de la remise en état des terrains.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

est favorable à faire bénéficier les nouveaux locataires de terrains communaux d'une année de loyer gratuit en échange de la remise en état desdits terrains lorsqu'ils sont en friches.

Adopté à l'unanimité.





10 A) ACHAT DE MOBILIER POUR LA BIBLIOTHEQUE – DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE

Rapporteur : Madame DILLER/ M. le Maire

Mme DILLER explique que la bibliothèque a depuis quelques années déjà fait part de son désir de pouvoir disposer de davantage de place pour ses collections et sollicite de pouvoir disposer de l'ancien local du périscolaire. Cette demande avait déjà été formulée lors du précédent mandat et avait reçu un accueil positif en raison des dispositions qui étaient envisagées.

En effet, ces dispositions ne présentent que peu d'entraves à l'utilisation par d'autres associations des anciens locaux du périscolaire.

A cette fin, un planning avait été établi afin de recenser l'occupation de cette salle. Il s'est avéré que son utilisation par les Ateliers Musicaux et exceptionnellement par d'autres associations était tout à fait compatible avec les horaires d'ouverture au public de la bibliothèque qui sont :

 Mardi	16h - 18h	
 Mercredi	09h - 12h	14h - 18h
 Vendredi		17h - 19h
 Samedi	09h - 12h	14h - 16h

Il faut donc envisager d'acheter un complément de mobilier estimé à 7 000 € afin d'équiper ce local. Toutefois, la somme prévue au budget primitif est inférieure aux besoins réels d'équipement.

Monsieur le Maire en donne l'explication.

Dans le cadre de l'établissement du budget primitif, une somme de 2500 euros a été prévue en dépenses d'investissement pour l'achat de matériel pour la bibliothèque. Cette somme est en fait la différence entre le montant des dépenses réelles prévues (environ 7000 euros) et la subvention susceptible d'être octroyée par le Conseil Général.

Toutefois, le budget ne peut se prévoir comme tel. Il aurait fallu prévoir la somme totale des dépenses et des recettes. Afin de régulariser la situation, il convient d'effectuer un virement de crédit du compte 022 dépenses imprévues (section de fonctionnement) au compte 2183 (section d'investissement) d'un montant de 4500 euros.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **autorise** le Maire à effectuer le virement de crédit susdit.

Adopté à l'unanimité.

10 B) BIBLIOTHEQUE - DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL

Rapporteur : Madame DILLER

Mme DILLER explique qu'il est envisagé l'achat d'armoires, de rayonnages, de bacs à albums, bacs à BD et présentoirs à magazines ainsi qu'un chariot. Les devis sont en cours mais la somme prévue est d'environ 7000 euros.

Le complément de mobilier afin de réaménager tout l'espace bibliothèque peut être subventionné par le Conseil Général de la Moselle jusqu'à hauteur de 70% des dépenses, la subvention étant plafonnée à 5 000€. Mme DILLER précise que jusqu'à présent tout le mobilier de la bibliothèque avait été intégralement pris en charge par le Département à l'origine et en 2004.

L'ancien périscolaire accueillera les armoires actuellement en place dans la salle de travail de la bibliothèque et complétées par deux autres. La bibliothèque elle-même verra tout son espace réorganisé.

Ces dépenses ont été inscrites au budget primitif de la commune au compte 2183 de la section d'investissement.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **donne** son accord quant à la mise à disposition de l'ancienne cantine à la bibliothèque
- **décide** l'achat de mobiliers complémentaires pour la bibliothèque
- **sollicite** du Conseil Général une aide la plus élevée possible
- **inscrit** à son budget la dépense correspondante.

Adopté à l'unanimité.

11) EVOLUTION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE ET REFORME DES VACATIONS FUNERAIRES

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil que la loi n°2 008-1350 du 19 décembre 2008 a introduit de nouvelles dispositions dans la législation funéraire dont certaines sont applicables depuis sa publication au journal officiel du 20 décembre 2008.

Un point particulier a été modifié : l'encadrement du montant unitaire des vacations.

Il rappelle qu'afin d'assurer l'exécution des mesures de police prescrites par les lois et règlements, les opérations de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et dans tous les cas lorsqu'il y a crémation, ainsi que les opérations d'exhumation, de ré-inhumation et de translation de corps s'effectuent :

- dans les communes dotées d'un régime de police d'Etat, sous la responsabilité du chef de circonscription, en présence d'un fonctionnaire de police délégué par ses soins ;
- dans les autres communes, sous la responsabilité du maire, en présence du garde champêtre ou d'un agent de police municipale délégué par le maire.

Désormais ce montant devra s'établir entre 20 et 25 euros. Jusqu'à présent, le montant des vacations était de 12,40 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

- **décide** de fixer le montant des vacations de police funéraires à 20 €.

Adopté à l'unanimité.

12) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti : section 1 n°114 et n°115

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

13) JURY CRIMINEL 2010 – TIRAGE AU SORT

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Il est procédé publiquement au tirage au sort de 6 noms à partir de la liste électorale en vue de la formation du jury criminel 2010.

Monsieur SCHILTZ Martin	32 chemin des Mages
Melle MASTOUR Sarah	21 rue Alfred Pichon
Monsieur BINET Arnaud	34 Voie de la Liberté
Melle LUDMANN Marie	1 route de Longeville
Monsieur BAZANELLA Sylvain	1 chemin des Cent Livres
Monsieur FAVRO Stéphane	3 rue En Prille

14) UEM/URM – BILAN ANNUEL DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE 2008

Rapporteur : Monsieur DHIOS

Monsieur DHIOS porte à la connaissance du Conseil le rapport d'activité de l'URM et UEM en 2008.

Il précise que le service public local de l'électricité comprend :

1. La mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'énergie électrique, le raccordement et l'accès dans des conditions non discriminatoires des usagers au réseau public de distribution (URM).
2. La mission de fourniture d'énergie aux tarifs réglementés et la mise en œuvre du tarif social de première nécessité (UEM).

Compte tenu de la mise en place de ces deux entités en 2008, l'URM nous propose de moderniser l'ancien cahier des charges (contrat de concession) prochainement pour une durée de 30 ans.

Un nouveau contrat d'entretien des installations d'EP nous sera proposé également courant septembre.

➤ **Le réseau de distribution** : 142 Communes + 155 000 clients

Sur SCY-CHAZELLES 68 % des réseaux BT et 86 % des réseaux HTA sont en souterrain. 26 postes de transformation HTA/BT.

➤ **Participation financière de l'URM** : sur enfouissement jusqu'à 40 % sur le montant des travaux engagés. Exemple à SCY-CHAZELLES : dotation de 315 € pour les travaux d'enfouissement rue de l'Abbé Roget.

➤ **Facturation de raccordements clients** : la loi SRU impose de nouvelles règles via la PVR (participation pour voirie et réseaux). A SCY-CHAZELLES les coûts d'extension et de raccordement sont en totalité à la charge du demandeur.

➤ **Qualité de fourniture à SCY-CHAZELLES** : en 2008 la TMCA = 50' 14" (grosse panne en juillet) et 13' 35" sur le secteur URM alors que la moyenne en France est de 98'.

➤ **Tarifs** : SCY-CHAZELLES reste fidèle à l'UEM qui garantit des tarifs réglementés (par le Gouvernement) ce qui nous donne droit au TPN (8 bénéficiaires dans la Commune en 2008).

➤ **Contrats UEM dans la Commune en 2008** : 1484 + 931,01 K€ de recettes soit 2,70 % de CA du groupe UEM.

➤ **Taxes** : la TLE est constituée d'une taxe départementale et d'une taxe municipale (non instituée à SCY-CHAZELLES). Il faut savoir que le TLE devrait être réformée (DCE) et une taxe unique devrait être instituée pour l'ensemble du territoire sans que la Commune ne délibère.

➤ **Redevances** : versée par le groupe UEM en 2008 à SCY-CHAZELLES

- TP 1 049 €
- TF 452 €

Il précise que les personnes intéressées peuvent prendre connaissance de ce document dans son intégralité en Mairie.

15) DIVERS

COMPOSTEURS INDIVIDUELS

Rapporteur : Madame PALUCCI

Mme PALUCCI rappelle au Conseil que lors de la campagne électorale 2008 il avait été annoncé à la population afin d'inciter les administrés à faire du compostage, que la Commune prenne en charge le dépôt de garantie de 15 € dû par les particuliers. La Commune s'était alors heurtée à un problème car cette initiative n'était pas prévue dans le règlement de collecte des ordures ménagères sur le territoire des communes membres de la CA2M et que cette dernière n'était pas favorable à un changement de réglementation.

Après tractations, la CA2M vient de voter ce lundi 25 mai 09 la modification du règlement de collecte des ordures ménagères concernant différents points dont l'introduction d'une disposition permettant aux Communes, si elle le décide, de prendre en charge le dépôt de caution en lieu et place de l'administré pour favoriser la mise en place d'un composteur individuel afin de réduire la production de déchets incinérés.

Mme PALUCCI précise que depuis la mise en place du nouveau Conseil, entre 60 et 70 personnes ont fait la demande d'un composteur en Mairie et sont sur une liste d'attente.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

→ **confirme** sa volonté de prendre en charge le dépôt de garantie de 15 € à la place des particuliers.

→ **décide** de bloquer la liste des personnes bénéficiant de cette mesure à la date de cette délibération.

Adopté à l'unanimité.

SCY-CHAZELLES, le 30 mai 2009

Le secrétaire de séance
Gilbert KAUFFER

Le Maire
Jacques STRAUB